[ Le Web de l'Humanité ]





**FINI LA TV**TELLE QUE VOUS LA CONNAISSIEZ!

SOCIÉTÉ

POLITIQUE

INTERNATION CULTURES

**SPORTS** 

**MÉDIAS** 

TRIBUNE

CHRONIQUES DOSSIERS

SOCIÉTÉ -

Article paru le 11 juillet 2007

ENVOYER IMPRIMER



ÉVÉNEMENT

Sarkozy refuse le « repentir »

Le président de la République a été interrogé sur le passé colonial.

Alger, envoyée spéciale.

Officiellement, le débat est clos. Officiellement seulement car la crise ouverte par le vote de la loi du 23 février 2005, fatale au traité d'amitié franco-algérien voulu par Jacques Chirac, reste dans toutes les têtes. Les suites de cette polémique ont d'ailleurs fait l'objet de la première question posée par une journaliste algérienne lors de la conférence de presse que Nicolas Sarkozy a tenu, hier, à l'issue de sa rencontre avec le président Bouteflika. « Je ne viens ici ni pour blesser, ni pour m'excuser », a répondu le président français, insistant sur son appartenance à une génération qui « n'a pas connu la guerre d'Algérie » et appelant à « se tourner vers l'avenir ». « Les Algériens ont beaucoup souffert. Je respecte cette souffrance. Mais de l'autre côté aussi, il y a beaucoup de souffrance », a-t-il ajouté. Le matin même, dans un entretien publié par les quotidiens El Watan et El Khabar, Nicolas Sarkozy estimait, renvoyant dos à dos l'ex-colonisateur et l'ex-colonisé, que les jeunes générations « n'attendent pas de leurs dirigeants que, toutes affaires cessantes, ils se mortifient en battant leur coulpe pour les erreurs ou les fautes passées, parce qu'à ce compte il y aurait beaucoup à faire, de part et d'autre. » Il plaide « pour une reconnaissance des faits, pas pour le repentir, qui est une notion religieuse qui n'a pas sa place dans les relations d'État à État » et

LE FIL ROUGE

juge que « le travail de mémoire doit continuer, mais dans la dignité et l'objectivité, à l'abri des polémiques et des tentatives d'instrumentalisation politique ». Sur ce dossier propre à envenimer les relations entre Paris et Alger, Nicolas Sarkozy avait copieusement fustigé, pendant la campagne présidentielle, à propos du passé colonial de la France, « la funeste inclinaison au reniement de soi », et multiplié, dans ses discours de Montpellier et Toulon, les oeillades en direction des nostalgiques de l'Algérie française. Il s'était ainsi dit favorable, dans une lettre au Comité de liaison des associations de rapatriés, à l'accès à la qualité de « morts pour la France » des victimes ayant participé à la manifestation insurrectionnelle du 26 mars 1962, à l'appel de l'OAS. Une proposition qui, si elle devait se concrétiser, serait propre à rallumer cette « guerre des mémoires » contre laquelle le président de la République met aujourd'hui en garde...

## DANS LA MÊME RUBRIQUE

Humanité du 11 juillet 2007	
	A travers les régions
	« Un objectif destiné à faire plaisir à l'électorat du FN »
	Besançon, maître d'oeuvre d'un vaste chantier en Palestine
	Dans l'actualité
	Déjà franciliens ou encore parisiens !
	Des immigrés sur mesure pour l'économie française
	L'autonomie fait son entrée devant le Parlement
	L'essentiel
	La méthode et les missions
	Le chiffre
	Le long chemin de Oumelkheir
	Martin Hirsch a cinq ans pour réduire la pauvreté
	Pour obtenir un visa, mieux vaut être patient et riche
	Prison, un comité verrouillé
	qui est pauvre ?
	Repères
	Stigmatisation
	Un bus RATP fonce sur un piéton
	Un sésame à prix d'or
	Un vrai casse-tête
	Union méditerranéenne et Europe forteresse